



## COMPTE RENDU

### Troisième réunion du Comité de Pilotage Natura 2000 sites « Le Lez » Du 18 décembre 2012

#### Ordre du jour

- ▶ Validation du projet de compte-rendu du deuxième comité de pilotage.
- ▶ Etat d'avancement de la procédure d'élaboration du Docob et rappel sur le site et ses enjeux écologiques.
- ▶ Présentation et validation des objectifs de conservation (dits de développement durable) à atteindre pour le site.
- ▶ Présentation des outils pour la mise en œuvre du programme d'actions Natura 2000 par Danielle Boivin - Bureau d'étude Biotope.
- ▶ Présentation des pistes d'actions issues des propositions formulées à l'occasion des groupes de travail, de la charte Natura 2000 et de la suite de la procédure d'élaboration du DOCOB.

#### Participants

##### Collège des collectivités territoriales et de leurs groupements

Conseil régional Languedoc Roussillon	non représenté
Conseil général de l'Hérault	représenté par Mme Monique Pétard, Vice-présidente, déléguée à l'environnement, au développement durable et à l'Agenda 21
Commune de Castelnaud le Lez	non représentée
Commune de Clapiers	représentée par M Gilles Duteau, Conseiller municipal
Commune des Matelles	non représentée
Commune de Montferrier-sur-Lez	non représentée
Commune de Montpellier	représentée par Mme Stéphanie Grosset, Mme Béatrice Marti, M Vincent Perret
Commune de Prades-le-Lez	représentée par M Jean Marc Lussert, Maire
Commune de Saint Clément-de-Rivière	non représentée
Communauté d'agglomération de Montpellier	représentée par Mme Emilie Salles
Communauté de Communes GPSL	représentée par Mme Aurélie Tibaut
Syndicat Intercommunal d'alimentation en eau potable du Pic Saint-Loup	non représenté
Syndicat du Bassin du Lez (Syble)	représenté par Mme Géraldine Vacquier, Directrice et par Mme Marion Marechal, chargée de mission
Syndicat du SCOT du Pic Saint-Loup	non représenté

##### Collège des usagers

Maison départementale de l'environnement	représentée par Mme Natacha Nion, Directrice
Chambre d'Agriculture de l'Hérault	non représentée
Commission Locale de l'Eau du SAGE	représentée par Mme Monique Pétard, Présidente
Lez Mosson Etangs Palavasiens	
Société BRL Exploitation	représentée par M Alain Beaud
Société VEOLIA Eau	représentée par M Xavier Heber-Suffrin
Coopérative d'électricité de Saint-Martin de Londres	non représentée
Fédération de l'Hérault pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique	non représentée

Fédération départementale de chasseurs de l'Hérault	non représentée
Base de canoë-kayak du MUC	représentée par M Jean Louis Confy
Montpellier Canoë-Kayak Eaux vives	non représenté
Association « Les Ecologistes de l'Euzières »	non représentée
Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc Roussillon	non représenté
Association « SOS Lez Environnement »	représentée par M Thierry Teulade
Ensa Montpellier	non représentée
Groupeement Foncier Agricole Saint Sauveur du Pin	représenté par M Jean Perret du Cray, gérant
Vergers de Saint Clément	non représentés
Association Sauvegarde des berges du Lez	non représentée
Fédération des caves coopératives de l'Hérault	non représentée
Comité départemental du tourisme de l'Hérault	représenté par M Gilles Delerue
Comités départementaux de sports de pleine nature	représentés par Mme Michèle Rauzier
Comité départemental de canoë-kayak	non représenté
Comité départemental de randonnée pédestre	non représenté

#### **Collège des services et des établissements publics de l'Etat (consultatif)**

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)	représentée par Mme Nabila Hamza
Agence régionale de Santé (ARS)	non représentée
Direction départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM)	représentée par Mme Laurence Vernisse
Direction départementale de la Protection des Populations de l'Hérault (DDPP)	non représentée
Direction départementale de la Cohésion Sociale de l'Hérault (DDCS)	représentée par M Yves Olry
Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse	représentée par M Gwenaël Le Roux
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)	représentée par M Christian Istace
Office National de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS)	non représenté

#### **Autres participants à la réunion :**

M Marc Puygrenier	Association Lez Vivant
M Olivier de Labrusse	Association des amis de la chapelle de Baillarguet
M Vincent Sablain	Chargé de programme environnement - Département de l'Hérault
Mme Danielle Boivin	Bureau d'étude Biotope
Mme Aurélie Passetti	Bureau d'étude Biotope

#### **Personnes excusées :**

M Cyril Meunier	Président du SYBLE,
M Christophe Morales	Vice-Président de la Communauté d'agglomération de Montpellier
Mme Valérie Imbert	Présidente du MACK-UC
M Gilles Delerue	Hérault Tourisme
M Alphonse Cacciaguerra	Maire de Saint Clément de Rivière
Mme Aurélie Tépard	Coordinatrice Groupeement des comités départementaux des activités sportives de pleine nature de l'Hérault
M Xavier Perret du Cray	Agriculteur
M Corentin Lhuillier	Chambre d'agriculture de l'Hérault

Madame Monique Pétard accueille les participants réunis à la Maison départementale de l'environnement et introduit la réunion en présentant l'ordre du jour.

### **1 - Validation du projet de compte-rendu du deuxième comité de pilotage**

Aucune remarque n'étant formulée sur le compte-rendu du deuxième comité de pilotage, celui-ci est adopté avec 21 voix pour et 2 abstentions (Mr Le Maire de Prades le Lez et Mr Perret du Cray ne souhaitent pas se prononcer du fait de leur non-participation aux débats du précédent comité de pilotage).

### **2 - Présentation de l'état d'avancement de la procédure d'élaboration du Docob et rappel sur le site et ses enjeux écologiques par Aurélie Passetti - Bureau d'étude Biotope**

Le rappel sur le site et ses enjeux écologiques ne fait l'objet d'aucune remarque ou question de l'assemblée.

### **3 - Présentation et validation des objectifs de conservation (dits de développement durable) à atteindre pour le site par Aurélie Passetti - Bureau d'étude Biotope**

➤ Suite à la présentation, Madame Pétard rappelle que l'action de Natura 2000 sur le Lez doit être complémentaire des travaux réalisés dans le cadre du SAGE actuellement en révision.

Une attention particulière devra être portée sur certains habitats comme la ripisylve en favorisant sa conservation et son extension.

Il sera nécessaire de mener des actions pédagogiques afin d'expliquer les enjeux de cet habitat en matière de biodiversité, mais aussi de réduction du risque inondation.

De même, sur les seuils qui renferment un habitat d'intérêt communautaire, une étude portée par le Syble est en cours afin d'évaluer leur fonctionnalité et de définir les enjeux de ces ouvrages en matière d'hydraulique.

Concernant les espèces et particulièrement le chabot du Lez, une étude réalisée par l'Agence de l'eau, sur les menaces qui pèsent sur les espèces aquatiques, montre que le chabot pourrait disparaître d'ici 2080.

➤ Suite à l'intervention de Madame Pétard, Monsieur Perret du Cray demande si l'effectif de la population de chabot du Lez est connu.

➤ Monsieur Sablain répond que des comptages ont été réalisés par l'ONEMA en 2001 et 2007 au niveau du secteur du passage à gué du Domaine de Restinclières, qui constitue la principale zone de reproduction de chabot du Lez. Ils mettent en évidence une baisse notable des effectifs de l'ordre de 40 %. Les raisons de cette chute d'effectifs ne sont actuellement pas connues.

➤ Monsieur Perret du Cray souhaite savoir si le chabot du Lez est recensé dans d'autres cours d'eau de la région.

➤ Monsieur Sablain précise que le chabot est strictement endémique du Lez et qu'il n'est présent que sur les 4-5 premiers kilomètres du cours d'eau.

➤ Monsieur Perret du Cray souhaite savoir si les variations de débits ont un impact sur les espèces aquatiques et si ces fluctuations sont mesurées et connues.

➤ Monsieur Sablain rappelle que le Lez est un cours d'eau méditerranéen, naturellement soumis à de fortes variations de débits suivant les saisons, avec en été des périodes d'étiages sévères. Il précise qu'une station de suivi de la DREAL mesure les débits au niveau du premier seuil, qui se trouve trois cent mètres en aval de la source.

➤ Monsieur Teulade, demande si le débit réservé est respecté, si les données correspondantes sont disponibles et accessibles au public et s'il est possible d'avoir des précisions sur la définition des débits biologiques.

➤ Monsieur Sablain répond que les débits biologiques, notamment pour le chabot du Lez, ne sont pas connus.

Une étude portée par le Syble est en cours afin de définir le débit naturel du Lez, ainsi que les débits biologiques. Elle est complexe et demande du temps. Elle fournira des données essentielles pour la mise en œuvre d'une gestion conservatoire des espèces, en particulièrement pour le chabot.

Concernant les données mesurées par la station DREAL, elles peuvent être consultées sous forme de synthèse sur le site internet [www.eaufrance.fr](http://www.eaufrance.fr).

Les données exhaustives peuvent être transmises par la DREAL.

➤ Monsieur Lussert demande si le débit réservé de 160 l/s est un débit moyen ou s'il s'agit bien d'un débit minimum d'étiage.

- Monsieur Sablain, confirme que le débit de 160 l/s est un débit de restitution minimum. Cependant, des arrêts de la restitution liés à des dysfonctionnements de la station de pompage ou à des opérations de maintenance sont observés. Ils sont souvent relativement courts. Pour autant, ils ne sont surement pas sans effet sur les habitats et les espèces. Il serait donc intéressant de travailler à assurer la continuité du débit réservé.
- Monsieur Lussert, rappelle qu'il avait été envisagé de créer une retenue en amont de la source pour disposer d'une réserve assurant la continuité du débit réservé.
- Madame Pétard ajoute que dans les recommandations faites pour la révision du Sage, il est prévu de mettre en place les conditions de la concertation pour le partage de la ressource en eau en s'appuyant sur la détermination des besoins des milieux.
- Monsieur de Labrusse, s'interroge sur la portée de l'action en cours dans le cadre de Natura 2000, au regard de la destruction récente d'une portion de ripisylve par un particulier sur le territoire communal de Montferrier-sur-Lez. A ce type de problème s'ajoute le développement de l'urbanisation et d'infrastructures telles que le tramway, avec pour conséquence la réduction des espaces naturels sur la zone. Il paraît nécessaire de réfléchir à une coordination à l'échelle du site pour limiter les agressions sur les milieux concernés par Natura 2000.
- Madame Pétard répond que, sur ce cas précis, l'ONEMA est intervenu et une procédure est actuellement en cours. A noter que sur le bassin versant, l'équipe du Syble réalise une veille. Concernant la gestion de l'urbanisation, elle concerne plus directement le Sage, la démarche Natura 2000 ayant pour vocation la conservation des habitats et des espèces animales et végétales.
- Monsieur Hebbert-Suffrin souhaite apporter des précisions sur le débit réservé du Lez et le respect de la restitution :
  - en 2011, il y a eu au total 11 heures d'interruption de la restitution au Lez se répartissant sur une trentaine d'événements qui n'ont jamais excédés 45 minutes ;
  - ce résultat n'est pour autant pas satisfaisant et doit faire l'objet d'améliorations constantes.
- Monsieur Perret précise que le parc zoologique de Montpellier va réaliser une étude d'impact portant notamment sur ses effluents et leurs impacts sur le cours d'eau. Ce travail pourrait s'inscrire dans le cadre de la démarche Natura 2000.

A l'issue de ces échanges, les objectifs de développement durable du DOCOB du site Natura 2000 « Le Lez » sont validés à l'unanimité.

#### **4 - Présentation des outils pour la mise en œuvre du programme d'actions Natura 2000 par Danielle Boivin - Bureau d'étude Biotope**

- A l'issue de cette présentation, Monsieur Perret du Cray souhaite savoir s'il y a risque de télescopage entre les contrats MAET et les contrats PAC.
- Madame Vernisse précise que la mise en œuvre de MAET est prévue dans le cadre de la PAC, par conséquent, ce risque est exclu.

#### **5 - Présentation des pistes d'actions issues des propositions formulées à l'occasion des groupes de travail, de la charte Natura 2000 et de la suite de la procédure d'élaboration du DOCOB par Aurélie Passetti et Danielle Boivin - Bureau d'étude Biotope**

- En complément de cette intervention, Madame Pétard précise que certains problèmes, dépassant le cadre de Natura 2000, devront être pris en compte dans les propositions d'actions et dans la charte Natura 2000. C'est notamment le cas de la réduction des intrants utilisés dans le cadre domestique ou de la fréquentation des espaces naturels par les engins motorisés.  
Le programme d'actions finalisé et la charte Natura 2000 seront établis à l'issue de la troisième ronde de groupes de travail qui se tiendra début 2013.
- Madame Hamza rappelle que la priorisation des actions doit être bien affichée dans le Docob afin de faciliter le travail de la structure animatrice du site.
- Madame Pétard précise par ailleurs qu'il sera nécessaire de favoriser une synergie entre les actions relevant de Natura 2000 et celles menées par le Syble pour la mise en œuvre du SAGE.  
Madame Pétard insiste sur la nécessité d'accompagner les actions par une sensibilisation des acteurs et une information des citoyens. Elle rappelle par ailleurs que la démarche Natura 2000, basée sur la concertation, nécessite la participation et la coopération de tous.
- Monsieur Perret du Cray demande si la Chambre d'agriculture est associée à cette démarche.

- Monsieur Sablain répond qu'elle est membre du comité de pilotage et a participé aux réunions du groupe de travail « agriculture ».
- Monsieur Perret du Cray souhaite également savoir si les contrats concernent la structure propriétaire ou la structure exploitante.
- Madame Boivin précise que le contrat s'adresse à l'agriculteur, la personne s'engageant devant s'assurer de la disponibilité de la terre sur la durée du contrat (soit cinq ans).
- Madame Vernisse ajoute que, dans le cadre d'un contrat agricole, la contractualisation se fait à la parcelle et non à l'échelle de l'exploitation. L'exploitant est donc toujours clairement identifié.  
Elle rappelle par ailleurs que Natura 2000 fait partie intégrante de la politique agricole commune.
- Madame Boivin précise que lors de la prochaine ronde de groupes de travail sera proposée une priorisation des actions tenant compte de l'enjeu et de l'état de conservation, de la faisabilité ou de l'urgence.
- Monsieur Perret du Cray demande si le désembâclement du Lez sera retenu dans les priorités d'actions.
- Madame Vacquier, rappelle que pour les embâcles, un plan de gestion définit les zones où il est intéressant de maintenir certains embâcles et les zones où il faut intervenir en priorité.

A l'issue de ces échanges Monsieur Sablain rappelle les échéances à venir, à savoir la troisième ronde de groupe de travail durant le mois de février puis le comité de pilotage qui verra la validation du programme d'actions et de la charte Natura 2000 du DOCOB du site « Le Lez ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 h 35.

#### **Synthèse des décisions**

Le compte-rendu du deuxième comité de pilotage est adopté avec 21 voix pour et 2 abstentions.

Les objectifs de développement durable du DOCOB du site Natura 2000 « Le Lez » sont adoptés à l'unanimité.

**Pour extrait conforme.  
La Présidente du COPIL,**



Monique PETARD

Conseillère générale du canton de Montpellier X,  
Vice-présidente du Conseil général, déléguée à l'environnement, à l'Agenda 21  
et au développement durable.